

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Première rencontre avec Dostoïevski

par Ignazio SILONE

Destin du socialisme français

par Pierre GALMIER

La contre-réforme syndicale en Pologne

par Paul BARTON

L'enfance désobéissante

et la jeunesse révoltée

par Roger HAGNAUER

Non à l'association Capital-Travail

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 433 - Novembre 1958

- Première rencontre avec Dostoïevski Ignazio SILONE
- Problèmes : Victoire de la gauche non-
communiste et efficacité de la R.P. —
Contrôle ouvrier, dirigisme et socialisme Jean DUPERRAY.
- Destin du socialisme français Pierre GALMIER.
- Chronique de l'Union des Syndicalistes :
- Rendons à César... — Crise, récession, sta-
gnation ou inflation ? Raymond GUILLORE.
- Un vote politique sur la semaine de travail R. H.
- Boris Pasternak victime... de l'Occident ?
- Non à l'association Capital-Travail.
- Appel aux travailleurs du Bois, du Bâti-
ment et des Travaux Publics.
- Notes d'économie et de politique :
- Aux crises succèdent les récessions. — Sa
grandeur tente deux coups et les manque.
— Nouveau grand succès de la politique
anticommuniste de M. Dulles Robert LOUZON.
- Lettre d'Algérie NOCHAN.
- La nature du nouveau régime apparaît J. PERA.
- Rudolf Rocker est mort Evert ARVIDSSON.
- L'enfance désobéissante et la jeunesse
révoltée Roger HAGNAUER.
- « Place aux bras nus » ? Albert LEMIRE.
- La contre-réforme syndicale en Pologne Paul BARTON.

ENTRE NOUS

Ce numéro de la « R.P. » surprendra encore ceux qui nous connaissent mal. Il contient en effet des articles de tendances diamétralement opposées sur certains sujets actuels, écrits par des rédacteurs ordinaires de la « R.P. ».

Dire ce que l'on pense sans ménagements. Non seulement ne pas éviter la controverse, mais la provoquer. C'est peut-être l'originalité de la « R.P. ». C'est encore sa **singularité** que de publier tous ses comptes. Et si son contenu n'est pas toujours pleinement satisfaisant, elle reste la seule revue libre du syndicalisme révolutionnaire.

Nous envisageons une grande opération de diffusion et de lancement. Il nous faut des moyens : réabonnez-vous, faites des abonnés, participez à notre souscription. Il nous faut des listes de possibles : des militants syndicaux de toutes tendances, des jeunes travailleurs.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.

PREMIÈRE RENCONTRE AVEC DOSTOÏEVSKI (1)

Mon premier contact avec les livres de Dostoïevski fut, je dois l'avouer avec quelque honte, assez tardif, puisqu'il ne se produisit qu'au cours de ma vingt-deuxième année. Encore me fut-il, dans un sens, imposé par les circonstances. Les conditions dans lesquelles j'entrepris cette lecture, loin d'être banales, étant au contraire fort propices à la compréhension d'un auteur d'une aussi exceptionnelle nature, il me semble qu'elles valent la peine d'être brièvement racontées.

Je me trouvais donc, pour un séjour qui ne devait durer que deux mois, à la « Carcel Modelo » de Barcelone. Cela vous paraîtra tout simple lorsque j'aurai ajouté que sévissait alors en Espagne le directoire militaire présidé par Primo de Rivera, dont les services de police accordaient à ma présence — qui, évidemment, ne pouvait se justifier par des motifs touristiques — une importance excessive. Un critique mal intentionné pourrait en déduire que, si j'étais en retard dans mes lectures, je témoignais par contre d'une certaine précocité dans le domaine de la « délinquance politique ».

Lorsque j'y fus conduit, au début de l'année 1923, la prison de Barcelone regorgeait de catalanistes, de syndicalistes, de socialistes, de communistes et d'anarchistes. Quels hommes magnifiques ! En nul autre pays au monde je n'ai connu d'hommes aussi admirables que les Espagnols « subversifs ».

La « Carcel Modelo » était bien, à certains égards, une véritable prison modèle. Parmi les anarchistes qui s'y trouvaient internés, quelques-uns étaient condamnés à mort pour actes de terrorisme. J'espère avoir un jour le temps de raconter l'histoire de certains d'entre eux. Je garde surtout, vivant dans ma mémoire, le souvenir d'un tout jeune peintre, encore mineur, avec lequel j'eus la chance de me lier d'amitié, grâce à la complaisance du médecin de la prison, lui-même détenu pour « idées séparatistes ». Ayant découvert un médecin parmi les prisonniers, l'administration pénitentiaire avait en effet jugé opportun, par économie, de renvoyer l'ancien praticien venu de l'extérieur.

Je voudrais, avant d'en arriver à ma découverte de Dostoïevski, dire quelques mots encore de ce jeune condamné à mort, qui se trouvait lui-même dans une situation purement dostoïevskienne.

Après sa condamnation (en Espagne, on exécute au moyen du « garrot », autrement dit par strangulation), un éminent juriste catholique s'était permis de faire publiquement observer qu'aucun code espagnol, fut-il militaire, n'admettait la peine de mort pour les mineurs. Les juges l'avaient-ils donc oublié ? L'opinion publique s'émut, et, en conséquence, l'exécution fut remise. Les militaires au pouvoir ne savaient trop que faire. Comment sacrifier le prestige au droit ? Le bruit courut enfin que le respect de la loi avait prévalu et qu'on attendrait, pour exécuter le coupable, qu'il eût atteint sa majorité. (Le délit qu'on

lui reprochait, il l'avait cependant commis étant mineur...)

Le jeune condamné à mort n'en abandonna pas pour autant sa bonne humeur : il s'amusa à dessiner des caricatures de généraux espagnols, immuablement flanqués de leur énorme sabre. Mais nous ne pouvions, de notre côté, que difficilement nous associer à son apparente insouciance. Et personne n'osait plus maintenant se plaindre de la lenteur du temps.

Le médecin — complice ainsi que je l'ai dit — me permettait de passer toutes mes matinées dans son infirmerie avec le jeune garçon, après avoir averti la direction que notre santé à tous deux exigeait des soins quotidiens. Ce médecin était un brave homme. Dans un sens, il était, pour une prison modèle, le docteur modèle. Je n'ai jamais compris par exemple pourquoi il témoignait d'autant d'égards à l'étranger que j'étais pour lui.

Outre cette relative liberté du matin, il nous procurait livres et revues pour nous aider à supporter les longues heures de l'après-midi et du soir, heures interminables pour chaque détenu replongé dans la solitude de sa cellule. Et la chance voulut qu'il disposât, entre autres livres, de divers volumes de Dostoïevski en traduction française. J'eus ainsi l'immense joie de lire, pour la première fois, *Les Frères Karamazov* et *L'Idiot*. Je ne saurais plus dire maintenant combien j'en fus bouleversé. Aucune œuvre littéraire ne m'avait jamais autant impressionné. J'en perdis bientôt toute notion de temps et de lieu.

Je n'étais plus en prison. La lecture de ces livres faisait s'évanouir les murs de mon étroite cellule, et me transportait à des milliers de kilomètres de là, dans une atmosphère qui m'emplissait d'une angoisse jusque-là inconnue. Parfois, je marchais aux côtés d'une foule immense, le long des rives d'un grand fleuve, la Néva, cependant qu'au loin, dans la nuit claire, luisaient les coupes dorées d'un monastère. Ou bien, dans un grand jardin, assis au pied d'un buisson de jasmins, je regardais en frissonnant le prince Muichkine attendre Nastasia Filippovna. Parfois encore, à l'hôtellerie d'un couvent, je me retrouvais agenouillé au milieu d'autres pèlerins, écoutant la voix rauque et inspirée d'un saint vieillard, le staretz Zosime.

De quelle autre chose aurais-je bien pu parler au jeune condamné à mort, en le retrouvant chaque matin ?

Le temps passé n'a rien changé à mon souvenir : ces jours étaient merveilleux ! Ils sont parmi les plus beaux de ma vie.

Ignazio SILONE.

(1) Avec ce texte d'Ignazio Silone, que nous transmet la Commission Internationale de Liaison Ouvrière, nous renouons avec une saine tradition : la collaboration d'écrivains de renom à la presse ouvrière.

Victoire de la gauche non communiste et efficacité de la R.P

Toutes les rubriques de la « R.P. » pourraient s'intituler « problèmes ». Tous les articles de la « R.P. » en posent. Cette rubrique prétend seulement rappeler à intervalles réguliers les problèmes que les articles de la « R.P. » ont plus spécialement esquissés, mais qui, sans avoir été repris, examinés et résolus, risquent d'être oubliés et de se diluer dans le vide.

Je me souviens entre autres du contrôle du circuit commercial (Mercier), du problème de l'éducation socialiste et du rôle de l'orthographe dans l'enseignement primaire (Péra), des rapports entre les loges maçonniques et le mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique (Maupieux), des rapports entre la classe ouvrière et la République (Péra), contenu exact du mot d'ordre « au syndicat le pouvoir » (Louzon-Péra), etc., etc. Il ne s'agit certes pas là de questions en l'air. Aussi ne faut-il pas qu'elles s'envolent.

Féraud dans « l'Ecole émancipée » a posé les problèmes d'une actualité qui n'est pas celle des impératifs chronologiques. La dernière « R.P. » les pose également de façon diffuse dans l'ensemble de son dernier numéro.

ET DEMAIN ?

Henri Féraud répond : « La lutte de classe est stoppée, mais l'histoire n'est pas faite par les hommes mais par des mécanismes économiques, géographiques et sociaux où les hommes n'ont encore qu'une faible part, et revigorent avec une énorme part d'illusions anti-scientifiques, cependant c'est avec les hommes et « à partir de leur point de vue et non à partir du nôtre », que nous devons agir. Il faut donc s'adapter aux positions réformistes des regroupements de gauche pour tenter de créer au sein même du rassemblement nécessaire, un rassemblement de classe centrant sa propagande et son agitation autour d'un programme de transition révolutionnaire. »

Ce sont des perspectives d'ensemble similaires sinon identiquement formulables qui nous ramèneront aux deux questions immédiates pour nous : « Quel doit être le contenu de la « R.P. », que faut-il faire, à qui faut-il faire appel pour qu'elle soit pleinement efficace ? »

LA DEFAITE DES « NON » au référendum n'est pas aussi catastrophique qu'on pourrait le croire à la lecture de la dernière « R.P. ». Les éléments favorables me semblent au contraire dominer. Dans un contexte général international caractérisé par l'inéluctabilité de la victoire des révolutions nécessaires, décelable, dans un recul du planisme dictatorial, un réveil des tendances au contrôle ouvrier, un progrès de l'émancipation coloniale, le contexte de la défaite des « non » au référendum contient une victoire de la gauche non communiste qui est elle-même favorable à un redressement libéral libertaire d'une part, et à un redressement syndicaliste d'autre part.

Quand on fait de la psychologie collective comme Louzon ou Hagnauer, il faut aussi se rappeler prudemment qu'on ne fait pas l'étude d'une psychologie individuelle mais que les conclusions auxquelles on aboutit retombent dans le domaine de la loi des grands nombres.

Echec syndicaliste et libertaire ? hyper-stalinisme congénital de la classe ouvrière déterminée par la forme même de sa vie à l'usine ?

Hagnauer et Louzon ont raison à 50 pour cent. Mais à 50 pour cent ils ont tort.

Et si, au contraire, c'était le massacre de Buda-

pest et les exécutions de Nagy et Maletier qui avaient, à la fois entraîné le vote des électeurs communistes pour de Gaulle et démontré leur capacité de critique à l'égard du parti, si c'était la conscience de la classe ouvrière communiste qui l'avait entraînée à voter, en courant au plus pressé, pour celui qui se montrerait apte à utiliser un oui massif en libérant l'Afrique Noire, en dissociant les comités de salut public fascistes et en renouant des relations négociatrices par l'intermédiaire des bons offices tunisiens. Si c'était cette conscience qui avait nécessité la première auto-critique à peu près sincère, du P.C. ?

Je n'ai pas inventé ces raisonnements, je les ai entendus formuler par des militants ouvriers communistes et par des militants et des travailleurs socialistes.

Comment ne penseraient-ils pas dans l'immédiat que leur bon sens a eu raison ? Comment, par exemple, un militant ouvrier communiste qui a connu toutes les luttes du parti depuis 1920, qui a vécu Buchenwald, en est revenu et a compris Budapest, confierait-il son sort au noyau de la « R.P. », ou à la patience et aux aléas d'une lutte pour la démocratisation de son syndicat C.G.T., ou d'une lutte pour la mise en ordre de marche de son syndicat F.O. quand la question d'Alger se pose en termes urgents ?

Si une masse importante de la classe ouvrière communiste peut se retrouver après Budapest avec ceux qui ont voté oui, si une masse laïque et socialiste, des travailleurs ruraux en particulier peut s'y retrouver, ces masses sont-elles perdues pour un rassemblement comme celui dont parle Féraud et pour un syndicalisme unitaire et démocratique ?

Ces gens rient quand on leur parle de la Constitution. Ils pensent que c'est un chiffon de papier, que les droits des travailleurs sont dans la même vitrine que la nouvelle Constitution, que la nouvelle reporte à l'autre et qu'en fin de compte les droits se gagnent quand on en a besoin, à condition que le fascisme algérien soit battu. Ils pensent qu'il a fallu d'abord qu'il le soit et qu'il l'est.

Si de Gaulle est un bradeur d'empire, tant mieux, c'est qu'ils ont gagné leur pari sur ce sujet. Si le fascisme ne nous cerne que juridiquement, ça vaut mieux que ce qui se passait avant et autour du 13 mai, où le fascisme nous cernait effectivement malgré la juridiction.

Tout cela est loin de nous satisfaire, mais qu'est-ce donc sinon la traduction dans la conscience et la santé ouvrières immédiates de ce que nous pensons en votant « non » ou en nous abstenant ?

Un rassemblement de la gauche et un mouvement pour l'unité et la démocratie du syndicalisme, partant de celle du syndicalisme libre, ont donc le contact à retrouver avec les « oui » de gauche, capables d'échapper au parti communiste. (Le front unique avec la base C.G.T. était donc et est encore possible et cela sans humour noir.)

Si, d'autre part, la part des « non » la plus importante est, elle aussi, non communiste, qu'est-ce à dire, sinon que les principes libéraux, libertaires et syndicalistes libres ont, malgré des circonstances aussi défavorables, rassemblé une opposition inespérée ? Quelques millions de non, pour quelques centaines de militants ? Qu'est-ce que les quelques dizaines de militants « R.P. » espéraient donc ?

Voilà l'antithèse après la thèse de Louzon. Il me suffit amplement qu'elle soit vraie à 50 pour cent.

ET MAINTENANT LA SYNTHÈSE

Certes, le sentiment de la démocratie et de l'égalité est aristocratique », disait à peu près Proudhon. De façon moins prétentieuse en ce qui nous concerne disons que la démocratie n'est pas le moyen de doter la masse de la souveraineté, mais d'empêcher que quelqu'un puisse exercer sa propre souveraineté sur la masse. Nous sommes démocrates parce que tous les problèmes d'administration économique et sociale sont des problèmes techniques, parce que la masse se trompe toujours à leur propos, et parce que la démocratie seule permet la confrontation des technicités opposées en garantissant la promotion du plus grand nombre de techniques possibles jusqu'au creuset de la concurrence d'où sortira le choix naturel. La souveraineté de la masse par contre est non concurrentielle, planiste et pro-fasciste, elle ne peut promouvoir que des Napoléon ou des Staline, elle est contraire à la démocratie. Le peuple a un instinct juste et raisonne faux. On n'établit pas des techniques et des raisonnements en masse (cela ne s'adresse nullement à chaque homme du peuple en particulier, qui vaut bien chaque homme d'une autre classe, ou chaque homme de l'intelligentsia, quand il s'agit de juger sans se préoccuper des impératifs des instincts de masse).

Mais ce que disait un jour Louzon à propos du problème artistique, à savoir qu'aucun groupe, aucune classe, aucune collectivité n'a par lui-même une voix, mais que ce qu'il a à dire doit l'être par la voix d'un homme : un Zola, un Hugo, un André Breton, un Dostoïewski, cela est vrai aussi pour les problèmes politiques.

La masse a des dictateurs. La démocratie confronte des courants en confrontant des personnalités. L'histoire de l'anarchie s'écrit avec d'interminables colonnes de noms propres, les « dictionnaires du mouvement ouvrier » s'écriront avec des fiches « biographiques ».

Il ne faut pas voir dans le recours de la masse aux dictatures la cause de l'effondrement de la démocratie. Il faut voir dans l'inefficacité des techniques employées par les courants de la démocratie, la cause de son échec, et dans le choix des moyens employés par les personnalités qui sont responsables des courants au nom desquels elles parlent, le choix des moyens pour utiliser demain la victoire de la gauche non communiste.

Contrôle ouvrier Dirigisme ou Socialisme

Paul Barton a donné à la revue « Saturne » de la « commission internationale contre le régime concentrationnaire » une série d'articles sur les possibilités, le dynamisme et l'actualité anti-totalitaire du contrôle ouvrier.

Pour Paul Barton, contrôle ouvrier et contrôle social sont des termes synonymes et qui s'opposent à ceux du dirigisme économique dont la pire expression est l'utopie du planisme généralisé.

Si l'étude de Barton présente pour nous le plus grand intérêt c'est parce qu'elle découvre le mécanisme interne du mouvement général qui pourrait apporter une solution à tous les problèmes qui nous préoccupent.

1. — Elle décèle dans la déviation planiste du socialisme la raison de la stagnation du mouvement ouvrier, c'est le moindre mal, et les racines

du régime concentrationnaire, c'est le mal extrême.

2. — Elle décèle dans le contrôle ouvrier opposé au totalitarisme et au dirigisme le moteur social essentiel pour une remise en marche du mouvement ouvrier vers le socialisme et la liberté.

Mais elle montre aussi comment les deux pôles dont pourrait jaillir l'étincelle sont à portée de notre main puisque la déviation planiste du socialisme aboutit à des impasses et puisque des échecs recréent eux-mêmes les conditions favorables au contrôle ouvrier.

Nous pouvons donc trouver là un point de départ dans les faits réels, une doctrine pour une propagande, une direction pour l'action, un but immédiat clair, en accord avec les perspectives générales du mouvement ouvrier.

Notre camarade Simone Weil disait déjà en 1936, que la deuxième étape du mouvement devrait être la réalisation du contrôle ouvrier.

La question qui s'est posée à la rédaction de la revue « Saturne » était la suivante :

« La planification constitue-t-elle en général un instrument approprié quand il s'agit d'améliorer l'économie de façon à ce qu'elle serve les besoins de la société ? »

Barton, pour répondre à la question, a tenu compte des expériences faites en dehors de l'orbite soviétique, mais a étudié d'abord la plus contestable des économies planifiées, celle de l'U.R.S.S. et a constaté que le planisme russe... n'existait pas.

Les documents officiels analysés par Barton montrent en effet comment le « planisme » ne dirige rien en matière économique tout en écrasant toute la société sous le régime généralisé du despotisme propre à l'usine. Le propre du soi-disant planisme est le contraire de ce qu'il prétend apporter. C'est, en fait, un écart considérable et permanent entre ses objectifs et ses réalisations ». Nombre de ses objectifs ne sont que des objectifs de propagande. Les autres sont rarement atteints, et les prévisions sur lesquelles ils sont élaborés sont si aléatoires qu'elles entraînent tout un système de manipulations monétaires (inflation et déflation), ainsi que de fluctuations des salaires et des investissements. Pour être considérablement plus lourd, le capitalisme d'Etat n'est pas moins, mais beaucoup plus chaotique que l'autre. L'information fautive et les rapports truqués sont la base du système, et les meilleures statistiques de fonctionnaires prudents aboutissent aux plus mauvais résultats dans la production. La généralisation de la contrainte naît de la généralisation du mensonge qu'elle engendre à nouveau et les aveux officiels admettent que « les gouvernements de l'orbite soviétique ont une idée beaucoup moins précise de la vie économique de leurs pays respectifs que ceux où règne le capitalisme privé ».

En imposant, en conclusion, le despotisme du régime des fabriques à la société tout entière on a introduit le chaos social dans l'activité de la fabrique.

Les pays sans liberté sont les pays du désordre. La base de la liberté sociale est celle du marché (il n'y a pas de liberté sans base économique précise). La loi de l'offre et de la demande est la loi naturelle du marché et le marché le meilleur régulateur de l'économie. Le « planisme » en perturbant les lois du marché, perturbe le fonctionnement du régulateur et celui de l'économie. Le marché, en fonctionnant malgré le « planisme », redresse seul l'économie et prolonge sa vie perturbée.

Car si on peut dire que le « planisme » n'existe pas, c'est moins parce que tous les caractères qu'il prétend comme siens sont au contrepied de

ceux que nous avons décelés dans les descriptions précédentes, que pour une raison plus décisive encore.

L'économie « planiste » fonctionne en réalité « comme l'économie capitaliste ordinaire, grâce aux lois régulatrices du marché qui rétablissent aussi souvent l'équilibre que le despotisme étatique le détruit ».

L'économie dite « planifiée » n'est qu'une économie capitaliste perturbée par l'étatisme.

Ainsi que le marché noir a perpétué l'économie des pays occupés, le marché russe clandestin ou semi-clandestin, non seulement n'est pas une survivance anachronique et accidentelle, mais c'est un système permanent de transactions compliquées qui ouvrent des portes d'entrée ou de sortie pour les marchandises à tous les échelons du circuit officiel. On ne peut pas parler d'un marché parallèle alimenté par les débrouillages de « responsables » industriels et commerciaux, les détournements, les coulages, les maquillages, les trocs et les échanges de grande envergure. Il faut parler de deux circuits commerciaux étroitement entrelacés. C'est celui qui est libre envers et contre tous qui apporte à l'autre l'oxygène qui le fait vivre.

Mais je ne veux pas écrire de nouveau les articles de Barton. Je pense que ces aperçus éveillent une curiosité suffisante chez tous les lecteurs de la « R.P. » pour que les problèmes du dirigisme, du socialisme et du contrôle ouvrier soient reposés en termes efficaces.

Ce que j'entends par efficacité est tout à fait terre à terre. Il faudrait obtenir une publication en volume ou brochure de grand format, des thèses et documents de Barton et l'organisation de leur diffusion avec une campagne de presse et de propagande orale parallèle. Il faudrait ouvrir la porte aux idées de Barton, qui ne sont que les idées syndicalistes traditionnelles, dans les organisations syndicalistes, philosophiques, politiques, libertaires, les groupes et les tendances, du mouvement ouvrier, mais aussi dans les organisations démocratiques voisines, et dans l'opinion publique en général.

* * *

Sur le même problème, j'ai cité dans la « R. P. » de février 1958 notre camarade Helmut Rüdiger, représentant la S.A.G. (des syndicats libertaires de Suède) et membre de la commission de liaison internationale à laquelle appartient également notre Union des syndicalistes. Interprétant un article traduit de l'allemand dans la revue américaine « Ost Probleme », Rüdiger montrait que l'opposition entre le contrôle ouvrier et le planisme en Pologne avait été concrétisée par cette image : « Le conseil économique polonais a été visité par le fantôme du syndicalisme. »

C'est à propos des rapports et des oppositions entre le contrôle ouvrier, le dirigisme et le socialisme que Rüdiger souhaitait voir s'établir la moyenne entre le pragmatisme précieux de l'activité pratique et la nécessité d'une théorie révolutionnaire (sans laquelle il n'y a pas de pratique révolutionnaire).

C'est à ce propos encore qu'il faisait allusion aux travaux d'Erich Gerlach (parlementaire social-démocrate de Niedersachsen) qui, portant un intérêt tout particulier à l'œuvre de la C.N.T. espagnole, écrivait de nombreux articles dans la presse de l'opposition en faveur d'un retour à un socialisme démocratique à base anarcho-syndicaliste.

J'ai en mains la traduction de ce document. Il est volumineux et confus. C'est par là qu'il est intéressant. Sa forme est une des garanties de son authenticité. Une masse de critiques, de recherches et de doléances d'origines géographiques et

corporatives multiples ne peut se présenter sous forme de théorie balancée avec la précision d'une œuvre d'économiste.

Ce compte rendu est le reflet de controverses, elles-mêmes réel reflet de remous économiques effectifs. On ne pourrait que dresser l'inventaire des considérants enchevêtrés qui la composent. Cet inventaire — et c'est là son autre intérêt — étaye les thèses de Barton, comme les thèses de Barton peuvent l'éclairer. Nous ne pouvons dresser ici cet inventaire complet. En voici seulement quelques points.

Le ton des controverses fut celui de « heurts violents ».

Les argumentations s'opposèrent selon trois directions essentielles :

1. — Celle des partisans du maintien de la centralisation administrative.

2. — Celle des « experts partisans de la loi des valeurs », convaincus de l'efficacité du marché libre.

3. — Celle des partisans d'une « position moyenne ».

La première tendance fit porter ses exposés sur les points suivants :

a) les prix « oscillants » ;

b) l'économie « mouvante » ;

c) l'indépendance des entreprises et leur libre initiative, pour le rendement, le gain et le salaire maximum ;

d) le rôle coordonnateur et régulateur du plan central sur le désordre du marché.

Le plan devenait pour eux, un simple « moyen de contrôle » et de répartition des produits suivant les intérêts collectifs, mais dans le système naturel du marché. Ils voyaient dans leur conception, la bureaucratie perdre ses moyens de coercition et d'exploitation. Au plan programme imposé, ils opposaient en somme le plan « témoin », instrument de démocratisation économique. La démocratie économique exercée par le moyen du contrôle devait l'être par des conseils de travailleurs ou de consommateurs, le cas échéant.

Le troisième groupe fut, évidemment, sous le drapeau de la « position moyenne », le plus important. Il oscilla entre les points de vue du premier groupe et une critique modérée du planisme officiel. Il ne voulut pas lui dénier toute capacité à donner des ordres impératifs. L'un de ses porte-parole, le professeur Czslaw Bobroski parla « du domaine utile de la planification ». Ce groupe voulut laisser à l'Etat le soin de fixer les prix (régulation du marché), mais souhaita une politique de prix élastiques (reconnaissance du marché).

On souligna la nécessité d'élargir le recours aux ressorts des « impulsions économiques naturelles ». On s'efforça de concilier le maintien de la nationalisation des moyens de production et la création d'un « marché des moyens de production » (formule qui paraît très obscure, d'ailleurs).

On chercha à restituer au bénéfice son rôle stimulant dans l'entreprise. On marqua la différence entre l'efficacité de cette stimulation pour l'aboutissement à la pleine réalisation de sa part du plan témoin par une entreprise donnée, et l'inefficacité de la stimulation fournie par la promesse d'une prime versée à une entreprise après la réalisation par celle-ci de la part imposée d'un plan impératif.

On pourrait encore multiplier les citations. Elles sont autant de tentatives de formulation d'un moyen terme entre deux systèmes opposés : celui du dirigisme et celui du contrôle ouvrier.

Pour le mythe du planisme c'est l'heure de la vérité. Pour le syndicalisme ouvrier c'est une lueur de l'aube de sa renaissance.

Jean DUPERRAY.

Destin du Socialisme Français

Un des socialistes français les plus connus, André Philip, évoquant récemment le rôle joué par la S.F.I.O. lors de la folle entreprise de Suez et en Algérie, n'hésita pas à parler de « socialisme trahi ». Dans son ouvrage, l'auteur qui n'est nullement marxiste ni « gauchiste ancienne manière », s'attache à démontrer que le parti officiel du socialisme français — la Section Française de l'Internationale Ouvrière — a abandonné non pas son programme — qui est très vieux, mal connu et qui mérite une révision — mais ce que l'on peut appeler les traditions humanistes et démocratiques de l'ancien mouvement ouvrier.

On pourrait objecter à André Philip que d'autres ont abouti, et bien avant lui, à cette conclusion que la politique « nationale » du socialisme français, bien qu'elle ne se soit pas toujours manifestée au cours des années passées avec la même virulence que pendant la période des années 1956-1958, a néanmoins des racines dans un passé plus lointain. Quoi qu'il en soit, le fait que des socialistes aussi modérés qu'Edouard Depreux et Charles Lussy, par exemple, se décident à rompre avec le socialisme officiel est extrêmement significatif et démontre que la crise du socialisme français est profonde.

Il ne s'agit pas essentiellement d'une crise « idéologique » : on ne peut guère nier que, sur le plan des idées, le socialisme français patage dans la même confusion que les partis frères de l'Internationale socialiste. Comme eux, le socialisme français n'a guère fait d'efforts pour adapter aux réalités nouvelles les thèses (théoriques) du siècle passé. Lorsqu'il invoque Jaurès et Guesde — les jours de fête — cela correspond uniquement à une habitude devenue mécanique, à un cérémonial sans aucune signification réelle.

Il apparaît pourtant incontestable que le socialisme français occupe une place particulière sur la scène du mouvement international qui se réclame des idées de l'émancipation sociale. Ce qui le distingue du parti travailliste en Angleterre, du parti social-démocrate allemand, du parti ouvrier en Belgique, ou bien des partis socialistes des pays scandinaves, c'est d'abord le fait que sa base sociale n'est plus essentiellement ouvrière, que sa structure interne se ressent de ce fait et que, par conséquent, ses préoccupations idéologiques ne sont pas celles du milieu qu'il est censé représenter.

Il n'est pas ici de déceler les causes de ce phénomène ni d'analyser le rôle joué par le communisme dans le processus qui a abouti à ce résultat, mais tout simplement de constater un fait : alors que dans la plupart des autres pays européens les partis socialistes ont réussi à garder des contacts assez proches avec le mouvement syndical — contacts organiques ayant un caractère d'association plus ou moins étroit — le socialisme français, lui, depuis longtemps, a éloigné de ses préoccupations quotidiennes la recherche de ce contact avec le milieu ouvrier.

Le parti n'est plus une organisation ouvrière, des statistiques récentes en fournissent la preuve : 20 pour cent à peine de ses adhérents sont issus du milieu ouvrier, le gros des militants étant des fonctionnaires, des employés, des commerçants, des instituteurs, et... des ouvriers communaux. Si nous enregistrons ces derniers dans une catégorie à part, c'est pour une raison bien précise : des milliers de communes françaises sont administrées par des maires, des conseillers municipaux socialistes et les ouvriers municipaux forment une co-

horter non négligeable. Or, dans telle municipalité de la région parisienne, par exemple, les ouvriers communaux et les autres employés de l'administration de la cité forment le gros de la section socialiste et suivent fidèlement les consignes de leur maire socialiste qui, en général, ne tolère pas les « déviations » de la ligne générale. Dans telle autre commune du Nord de la France on a pu observer que le Conseiller général socialiste du canton, soucieux d'assurer une majorité au secrétaire général du parti, n'hésita pas à réprimander sévèrement ceux de ses « subordonnés » qui manifestaient des velléités de résistance...

Le parti socialiste français est essentiellement « municipaliste ». Lors du dernier congrès du parti, son secrétaire général, Guy Mollet, défendant le nouveau système d'élection du président de la République basé sur la prépondérance des notables, a très justement fait remarquer que le parti socialiste comptait quelques dizaines de milliers de notables dans ses rangs. Il est vrai que le même phénomène peut s'observer dans d'autres partis, en Allemagne par exemple. Mais les municipalités allemandes dirigées par des socialistes sont des municipalités ouvrières et sont par conséquent soumises à un certain contrôle des travailleurs dont les élus doivent tenir compte.

Ce qui, par contre, caractérise la majorité des municipalités socialistes en France, c'est d'abord le fait que les maires et les conseillers généraux du parti, minoritaires dans leur commune, sont redevables de leur poste à des arrangements plus ou moins obscurs avec les autres partis qui préférèrent céder la place à un socialiste plutôt qu'à un communiste. C'est le cas de beaucoup de communes de la région parisienne où une collaboration plus ou moins étroite s'est instituée entre les élus socialistes et ceux des partis du centre et de droite. Dans la plupart des cas, l'activité des sections socialistes se concentre autour de ces « bastions » que sont les municipalités dirigées par des socialistes, et cela au détriment de toute action sociale véritable et autonome.

On a dit avec raison que le parti socialiste français a, dans une large mesure, pris la place qu'occupait jadis le parti radical dans la vie politique en France. Il y a pourtant une différence essentielle : le parti socialiste n'est pas uniquement un parti de « notables », et ses adhérents les plus sincères et les plus désintéressés sont liés d'abord par une certaine sentimentalité — la « vieille maison » qu'on ne peut pas quitter — et ensuite par une discipline qui a pris, au sein du parti, des dimensions assez extraordinaires. Progressivement, l'appareil dirigeant du parti, utilisant des procédés qui furent jadis le privilège du parti communiste, a introduit au sein du parti une sorte de discipline sévère et rigide, interdisant les débats véritables, insistant sur la nécessité de la discipline, sanctionnant et excluant les « indisciplinés », les éléments non conformistes.

Cela était dû, certes, à la personnalité du secrétaire général, Guy Mollet, qui, en accédant au secrétariat général en tant que « gauchiste » contre la volonté de Léon Blum, introduisit progressivement ces méthodes inconnues jusqu'alors. La « fidélité au parti » fut assimilée à la « fidélité à la direction élue », le climat de libre discussion en honneur sous Léon Blum fut remplacé par un climat de contrainte intolérable aux « vieux » socialistes et même aux jeunes qui désertaient le parti.

La base sociale et structurale de cette discipline,

cherchons-la d'abord dans le fait que des milliers de membres du parti qui tiennent de l'appareil du parti leurs emplois administratifs ou économiques sont nécessairement hostiles aux « éternels non conformistes » qui, en voulant pousser l'organisation dans l'opposition, ou tout au moins sur des positions plus rigides à l'égard des institutions existantes, constituent une menace directe pour certaines positions sociales acquises. L'appareil central du parti, avec toute sa gamme de secrétaires fédéraux et de fonctionnaires « à part entière », axé lui aussi sur la défense des positions acquises, se rassemble autour du secrétaire général qui, par son « réalisme », ses relations gouvernementales et son « pouvoir », les rassure sur leur propre avenir.

Cette contrainte, cette transformation sociale du parti socialiste en un organisme entièrement dévoué à son chef sont devenues particulièrement sensibles en 1956, lorsque Guy Mollet devint président du Conseil. Le fait que le chef du gouvernement, et secrétaire général du parti socialiste, reniât assez cyniquement tous les engagements pris la veille — en particulier en ce qui concernait le problème algérien — obligeait l'appareil du parti à sévir sans restrictions ; ainsi, sans que cela fût dit expressément, toute opposition contre la politique du parti et du gouvernement fut considérée comme un crime contre l'Etat : et, en effet, l'intérêt du parti se confondant avec celui de l'Etat, il s'agissait maintenant d'assainir l'organisation, comme l'a formulé Guy Mollet ; ce qui fut fait. Ceux qui ne furent pas exclus s'en allèrent, et fondèrent une organisation socialiste « autonome ».

Il serait faux de croire que les ouvriers, membres du parti, soient parmi les éléments les plus hostiles aux méthodes et à la politique de la direction. Dans la plupart des cas, c'est le contraire qui se produit : nombre d'ouvriers socialistes ayant eu l'occasion, dans les années d'après-guerre, de faire connaissance avec les méthodes et la terreur stalinienne, savent gré à la direction du parti et en particulier à Guy Mollet d'avoir opposé une résistance — plus ou moins efficace — à la politique des communistes et d'avoir répondu par des fins de non-recevoir aux avances des staliens français. Qu'une certaine politique des socialistes ait favorisé les desseins des communistes, cela ne les préoccupe guère ou échappe encore à leur entendement. Ce qui compte pour eux, c'est le langage violent dont on use à l'égard des staliens pour lesquels ils éprouvent une haine implacable.

Dans telle section socialiste, des ouvriers déclarent qu'ils préfèrent « la réaction aux moscouitaires », dans telle autre on applaudit l'orateur qui défend la thèse de l'interdiction du parti communiste. Il est évident que de nombreux ouvriers du Nord de la France, adhérents ou sympathisants du parti socialiste, qui se souviennent de la terreur exercée par les communistes dans les années 1947-48, sont portés à faire confiance à des hommes qui leur apparaissent comme les adversaires acharnés de leurs propres ennemis. Il est aussi évident qu'ils regardent avec méfiance tous les opposants à l'intérieur même du parti que le secrétariat assimile — à tort dans la plupart des cas — aux éléments du parti communiste tant détesté.

Dé par sa structure, la qualité de ses dirigeants, ses préoccupations uniquement opportunistes, le parti socialiste en France est, par excellence, le parti des « situations acquises ». Nous ne pensons nullement le définir comme un parti de « réformistes » dans l'acception classique de ce terme : sa volonté de réformer les institutions existantes est faible ; il n'existe, à l'intérieur du parti, au-

cun désir sérieux d'élaborer des projets de réforme, et l'indifférence à l'égard de la doctrine correspond au désir de s'éloigner des utopies et de s'installer dans le présent.

On pourrait se féliciter de cette volonté de réalisme si elle n'était accompagnée d'une indifférence totale pour le réel. On chercherait en vain dans les publications du socialisme français la moindre étude sur les réformes sociales possibles, sur la réforme nécessaire de l'appareil de distribution par exemple. A la vérité, « réalisme » est ici synonyme d'opportunisme, un opportunisme qui se dissimule sous les évocations et les souvenirs où apparaissent pêle-mêle Jean Jaurès, Jules Guesde, Léon Blum, etc. Alors qu'en Autriche et en Allemagne certaines tentatives pour adapter l'idéologie aux réalités nouvelles étaient entreprises, rien dans ce domaine n'a été fait par le socialisme français qui apparaît ainsi — l'idéalisme de certains de ses militants mis à part — comme une organisation d'où sont absents tout esprit critique, toute volonté de réforme, pour ne rien dire de l'enthousiasme pour « la cause ». Solidement installé à de nombreux rouages de l'Etat et dans certains secteurs de l'économie, le parti socialiste français se sent solidaire de la société actuelle et son incapacité à proposer et à réaliser des réformes sociales n'est que le reflet de cette attitude.

Le socialisme français qu'est-il donc aujourd'hui ? Il est difficile de le considérer comme un instrument de l'émancipation sociale puisque, en fait et dans ses préoccupations, il est coupé de la véritable vie ouvrière. Il ne peut pas davantage être assimilé à un mouvement social-démocrate selon le schéma européen puisque son activité ne se nourrit plus essentiellement de ces contacts avec le milieu ouvrier.

Plus que tout autre parti socialiste en Europe, il s'est incrusté dans l'appareil politique et économique de l'Etat, faisant siennes les préoccupations plus éloignées des intérêts populaires : son attitude à l'égard du problème algérien, à l'égard des peuples colonisés en général, son mépris des « intellectuels torturés » (Lacoste et Guy Mollet *dixit*) l'éloignent même d'une simple attitude libérale, pour ne point parler de socialisme.

Le contact du socialisme français avec les « réalités » (avec l'Etat, l'économie, les entreprises nationalisées par exemple) lui ont été funestes. Est-ce à dire que ses perspectives apparaissent sombres ? Nullement si l'on se place sur le plan des intérêts électoraux : dans la mesure où il y a, en France, place pour une organisation qui représenterait une grande partie des salariés — employés, fonctionnaires et certains ouvriers — qui se sentent « à gauche », le parti de Guy Mollet peut prétendre l'obtenir. En dehors du fait qu'il satisfait d'une manière directe une clientèle assez considérable, il se nourrit d'une tradition qui, décidément, joue un rôle énorme dans la vie politique française. Alors que la social-démocratie allemande est gênée lorsqu'on lui rappelle son Noske, les socialistes français, eux, ont l'air d'être fiers de Robert Lacoste et de Max Lejeune. Et ces deux hommes symbolisent assez bien, en effet, le destin du socialisme français.

Pierre GALMIER.

Le consentement aux servitudes intellectuelles est la condition préliminaire de toute conquête dans la société.

HAN RYNER.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Rendons à César...

Un moment nous avons pu penser que, quand paraîtrait ce numéro de la « R. P. », la guerre d'Algérie aurait pris fin. Peut-être notre espoir avait-il trop anticipé... Mais qui refuserait de convenir qu'une mutation s'est produite dans la situation algérienne, que l'imbroglio sinistre, que la marche au bout de la nuit que nous connaissions il y a encore quelques semaines semblent avoir trouvé leur terme ?

Il faut rendre à César... Le « despote éclairé » a fait avancer d'un bond une situation qui piétinait dans l'absurde et dans le sang, il lui a fait franchir le marécage où s'agitaient sans cause ni effet les petits meneurs de jeux maintenant interdits, ceux qui en sont désormais réduits à porter la traîne du despote. Je ne sais quelle honte il pourrait y avoir pour nous à reconnaître le fait. Il y a des camarades qui se torturent les méninges et qui font des complexes parce que les événements ne paraissent pas cadrer avec le film qu'ils en avaient préétabli. J'ai lu, ces temps derniers, des articles fort réjouissants où des camarades qui disposent à tout moment d'une « explication du monde » se donnaient beaucoup de mal pour procéder à quelques ajustements doctrinaux.

Franchement, je ne vois pas en quoi nous aurions quelque chose à changer de ce que nous avons écrit ici même, il y a deux mois, ou à regretter des positions que nous avons adoptées. C'est une chose de combattre un « système » de gouvernement des hommes et d'en dénoncer les dangers, de prendre tout de suite ses distances avec les nouveaux maîtres (qui ne sont souvent que de mauvais avatars des anciens) ; c'est une autre chose que de rendre justice aux faits, surtout quand ils semblent bel et bien amorcer une solution que nous avons ici même préconisée.

Oh ! ce n'est pas que nous ayons quelque prétention à l'infaillibilité ! Nous laissons cela justement aux despotes, aux papes, et aussi aux « doctrinaires » de nos milieux qui, bien vite, en arriveraient à couper des têtes plutôt que de couper dans leurs doctrines. Il nous suffit largement qu'on ne puisse soupçonner notre honnêteté de militants et notre obstination à être, sous tous les systèmes, avec les humbles, les opprimés, les prolétaires.

Mais revenons à l'Algérie. En décembre 1957, le signataire de cette chronique donnait à la « R.P. » un article paru sous le titre : « Pour une solution démocratique du problème algérien ». Que les camarades s'y reportent, et qu'ils relisent aussi le texte de la conférence de presse du Général, en date du 24 octobre. Est-ce à dire que les deux textes rendent le même son ? Bien sûr que non ! Comment voudriez-vous que je m'exprime comme un général, fût-il d'un type aussi peu commun. Mais je terminais mon article en avouant que celui-ci n'était pas « réaliste ». Je ne puis que me réjouir qu'il le soit devenu, au moins qu'il se soit notablement rapproché du « réalisme » d'aujourd'hui.

Le F.L.N. lui-même reconnaît que la situation est changée. Et il en a infléchi sa position. Dans l'article dont je parle ci-dessus, je lui reprochais de poser comme condition d'un cessez-le-feu, la reconnaissance préalable de l'indépendance algérienne. Tous les « gauchistes » de l'époque et les éminents rédacteurs de « France-Observateur » — peut-être même certains rédacteurs de notre revue — l'en approuvaient au contraire bruyam-

ment. Aujourd'hui, le F.L.N. abandonne cette condition. Croyez-vous qu'il n'aurait pas mieux valu, pour lui comme pour nous, pour le peuple algérien en premier, qu'il le fasse il y a un an ? Pourquoi le faire quand cela peut sembler une position de faiblesse, quand on lui imputera d'y être contraint, au lieu de l'avoir fait, librement, parce que c'était juste et raisonnable ? L'indépendance y aurait-elle perdu ou gagné ? C'est là où nous contestons, non seulement, bien entendu, la valeur morale du fameux « réalisme », mais même son efficacité.

Ferhat Abbas et Krim Belkacem ne se sont pas encore rendus à l'appel de de Gaulle. Mais demain ils répondront à cet appel ou à un autre. Ils discuteront. Ils composeront avec l'impérialisme. Était-ce bien nécessaire, avant d'être chefs de gouvernement, qu'ils soient d'abord des assassins ? Je m'excuse de cette question irrespectueuse. Mais je n'oublie pas qu'il y a un an, mon ami Ahmed Bekhat était abattu, sur leur ordre — ils l'ont revendiqué. En quoi avait-il trahi, ce jeune homme, plus qu'ils ne vont le faire ?

Mais que l'émotion et l'amertume ne nous égarent pas. Il reste que nous croyons bien voir le bout du drame algérien. En pesant mes mots, je dis que, dans toute la mesure où nous le devrons à de Gaulle, alors... à six pas et au garde-vous, je salue ! Excusez-moi, camarades, je n'ai jamais eu d'autres rapports avec un général. Mais ce sera la première fois que je le ferai volontiers.

S'il y en a qui en déduisent que je suis devenu « gaulliste », qu'ils continuent sur leur lancée... Ils ne comprennent rien à rien.

On ne manquera pas de me dire qu'en arrêtant la guerre d'Algérie, de Gaulle fait bien les affaires du capitalisme. Pardi ! Mais on disait aussi qu'en qu'en n'arrêtant pas la guerre d'Algérie ses prédecesseurs faisaient aussi le jeu du capitalisme. Ces explications passe-partout nous rendent peu de services. Ce sont des clés qui permettent d'ouvrir des portes ouvertes. En tout cas, qu'on ne me dise pas que le peuple paiera de sa liberté le cessez-le-feu en Algérie ! On la lui avait ravie pour faire cette guerre. Depuis le 28 septembre, il n'a ni plus ni moins de liberté ; à y regarder de plus près, il en a davantage. Oui, il en a davantage. On m'objectera que ça ne durera pas longtemps. Je répondrai en reprenant une formule de mon grand ami, le Général : « A chaque jour suffit sa lourde peine ! ».

Je ne voudrais pas terminer ce chapitre sans faire entrer en ligne de compte, dans cette fin provisoire du conflit d'Algérie, l'extrême lassitude du peuple algérien ; pour parler comme les marxistes, c'est une condition « subjective » qui se mue en condition « objective ». Tant pis pour ceux qui font dans l'héroïsme !

A propos, il m'intéresserait de savoir ce que pense de tout cela notre camarade Robert Louzon. Je viens de lire sous sa plume, dans les « Etudes matérialistes », un article intitulé : « Le double effondrement de la France, 1940-1958 - La fin d'une nation ». J'ai été ému, vraiment ému par cette lecture, parce que je ne sais pas résister à une telle flamme et à un style si brillant (je le dis sans aucune ironie). Mais après l'émotion et l'emballement, la réflexion est venue et je ne crois pas que ça tienne debout très longtemps. C'est comme un pavillon d'exposition.

★★

Certains me reprocheront peut-être assez légi-

